



Guerre en Ukraine : le désarmement nucléaire plus urgent que jamais

Selon un sondage réalisé les 20 et 21 septembre 2022 tandis que le président russe renouvelait ses menaces nucléaires contre l'Occident, sept Français sur dix voulaient « que la France participe à l'abolition des armes nucléaires et engage avec l'ensemble des États concernés des négociations (...) »¹. Il s'agit d'une large majorité mais le chiffre était toutefois inférieur à celui observé en 2018 (85 %) et plus encore à celui observé chez les femmes (89 %, pour 81 % chez les hommes). Pour certains, comme un jeune homme rencontré lors de l'une de nos « vigies » pour le désarmement nucléaire, seule l'aide militaire occidentale permettra d'arrêter l'invasion russe de l'Ukraine. Il ajoutait que, si une arme nucléaire était employée par la Russie, il faudrait rétorquer par des armes du même type.

Pour nous qui réclamons l'élimination des armes nucléaires, il nous semble au contraire évident que la participation d'Occidentaux à ce conflit et la présence d'armes nucléaires en Europe sont de nature à favoriser une escalade qui pourrait bien tourner à la guerre nucléaire. Or cette dernière, qu'elle commence en Ukraine ou ailleurs, n'est-elle pas épouvantable, totalement inacceptable pour qui se rappelle que les bombardements américains d'Hiroshima et Nagasaki ont provoqué près de 300 000 morts atroces, sur le coup et dans les mois qui ont suivi ? Il est désormais historiquement établi que ce ne sont pas ces massacres de masse qui ont mis fin à la Seconde Guerre mondiale. Rappelons-nous l'enfer de la mort nucléaire immédiate (par « atomisation », par le souffle, par le feu) ou retardée par syndrome d'irradiation, ou par cancers ou autres maladies chroniques radio-induites pouvant atteindre plusieurs générations. Rappelons-nous les innombrables victimes des plus de 2 000 essais nucléaires militaires partout

dans le monde pendant des décennies. Rappelons-nous que des tirs nucléaires même relativement localisés entraîneraient un « hiver nucléaire » dévastateur. Rien, absolument rien ne peut justifier de telles souffrances, une telle issue à l'aventure humaine sur terre. Nous devons exiger du président français qu'il renonce à moderniser et renouveler son arsenal nucléaire, ce qu'il fait en violation du Traité de non-prolifération (TNP, 1970) que la France a pourtant signé en 1992. Nous exigeons que la France renonce à ses 300 bombes atomiques. La France déclare s'autoriser à lancer une frappe en premier au cas où seraient menacés ses « intérêts vitaux ». Seul le président français, qui est aussi le chef des armées, est autorisé à juger quels sont nos « intérêts ». Nous lui dénonçons ce droit exorbitant.

De même, nous considérons que la présence des armes nucléaires états-uniennes de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord) en Allemagne, en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas, en Turquie (une centaine de têtes nucléaires au total) est, elle aussi, une menace et nous demandons leur retrait. Nous appelons le gouvernement français à signer et ratifier le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) entré en vigueur le 22 janvier 2021, et à promouvoir l'absolue nécessité d'un désarmement nucléaire auprès des autres États détenteurs d'armes nucléaires.

Nous appelons également la France à s'associer sans délai à des négociations entre les parties en vue d'un cessez-le feu immédiat en Ukraine et d'une résolution pérenne des conflits de territorialité qui enflamment la région depuis huit ans.

Françoise Boman

.....
1) « Les Français et la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires et radioactives », sondage Ifop pour Action des citoyens pour le désarmement nucléaire (ACDN). Source : <https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1307&lang=fr>

Dépenses militaires

L'art du gaspillage

En ces périodes de crise sociale, un corps n'est pas près de faire grève : les militaires. Non pas pour la seule raison qu'elle leur est interdite, mais surtout du fait que depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron, ils ont été particulièrement choyés en terme de budget alloué.

En effet, au cours des cinq dernières années (2019-2023), l'armée française a reçu au total 36 % de crédits supplémentaires. Du jamais vu. Et pour la nouvelle loi de programmation militaire en préparation pour les années 2024-2030 — qui va couvrir grosso modo le second mandat du Président —, les chiffres les plus dingues circulent. Le débat semble faire rage entre les armées qui évaluent leurs besoins à 435 milliards d'euros et le ministère de l'économie qui ne voudrait leur accorder que 375 milliards... Selon plusieurs médias¹, la fourchette devrait s'établir autour de 410 milliards, ce qui fait tout de même une moyenne annuelle de 68 milliards d'euros, soit 24 milliards de plus que pour le budget militaire de 2023, ce qui équivaut à une augmentation de 54,9 % !

C'est pourquoi nous nous attendions à ce que le Président Macron se prononce sur des fourchettes financières lors de son allocution du 9 novembre à Toulon pour présenter la *Nouvelle Revue nationale stratégique*². Cela n'a pas été le cas. En revanche, il a réaffirmé le rôle central de la dissuasion nucléaire contre toute atteinte aux intérêts vitaux que lui seul a la responsabilité de définir.

Dissuasion nucléaire : 13 % des dépenses militaires

Des armes nucléaires dont le coût est estimé pour l'année 2023 à 5,6 milliards d'euros, contre 5,3 Md€ en 2022. Une augmentation qui est d'ores et déjà annoncée pour les prochaines années à 6,1 Md€ en 2024 et 6,5 Md€ en 2025. Des dépenses qui permettront non seulement de poursuivre la modernisation de l'arsenal, mais également de construire les vecteurs et les armes nucléaires de la nouvelle génération.

Des montants publiés qui sont volontairement sous-estimés. Ils correspondent seulement aux dépenses pour la fabrication et l'entretien des bombes. Les coûts d'infrastructures et de personnel militaire affectés à la dissuasion ne sont pas intégrés, tout comme ceux du démantèlement et de la gestion des déchets nucléaires militaires.

Pour rappel, la France dispose de moins de 300 bombes atomiques réparties entre deux composantes : la force océanique avec 4 sous-marins nucléaires emportant chacun l'équivalent de 1 000 Hiroshima ; et la force aérienne avec les Rafale emportant les missiles ASMP-A d'une puissance chacun équivalant à 20 fois celle d'Hiroshima.

Bref, savoir de manière précise combien la France gaspille d'argent public pour son arsenal nucléaire est impossible. Ce qui pose un sacré problème pour un pays qui se targue d'être démocratique ! Un sujet qui devrait susciter alerte et interpellation notamment des médias, des parlementaires, mais aussi de chacun d'entre nous, ne serait-ce qu'en tant que contribuables.

Patrice Bouveret

.....
1. Cf. notamment : « Les généraux entrent en guerre contre Bercy », Claude Angeli, *Le Canard enchaîné* du 2 novembre 2022 ; « Loi de programmation militaire : voilà ce qui se prépare vraiment », Jean-Dominique Merchet, *L'Opinion*, 27 octobre 2022.
2. Discours disponible sur : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/11/09/a-toulon-le-president-de-la-republique-presente-la-revue-nationale-strategique>
3. Cf. <https://www.defense.gouv.fr/ministere/loi-programmation-militaire-2019-2025/projet-loi-finances-armees-2023-lpm-annee-5> ; <https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2023/le-projet-de-loi-de-finances-et-les-documents-annexes-pour-2023>

PARTICIPER AUX VIGIES...

Devant le ministère des Armées, Paris

Prochaines dates : **vendredi 2 décembre** et **vendredi 6 janvier 2023** :

- de 8 h à 10 h, rendez-vous sortie 2, métro ligne 8 station Balard, angle bd Victor ;
- de 12 h à 13 h, rendez-vous à la station Balard du tram.

Les personnes qui peuvent venir sont invitées à informer en amont :

denis.stienne@orange.fr
ou 06 89 77 11 89

Vous pouvez participer en jeûnant. Signalez-le nous pour que nous puissions vous inscrire dans la liste des soutiens aux vigies :

marie-claude.thibaud@wanadoo.fr
ou 06 71 60 05 46

.....

Région parisienne

Vigies auprès des universités

Prochaines dates :

- **mercredi 30 novembre**, vigie de 15 h 30 à 17 h 30, Cité universitaire ;
- **jeudi 1^{er} décembre**, vigie de 15 h 30 à 17 h 30, Créteil Université ;
- **mercredi 4 janvier**, vigie de 15 h 30 à 17 h 30 au Quartier Latin ;
- **jeudi 5 janvier**, vigie de 15 h 30 à 17 h 30, Nanterre Université.

Pour plus d'information et connaître les lieux précis de rendez-vous, contacter Thierry :

de préférence par sms : 06 87 30 31 69
ou thierry.duvernoy1963@hotmail.fr



Dijon-Valduc

Le collectif Bourgogne Franche-Comté organise régulièrement des vigies dans différents lieux de Dijon ou à proximité du centre CEA de Valduc. Pour y participer, prendre contact avec :

etienne.godinot@wanadoo.fr
ou 06 13 05 01 39

Abolition est la lettre d'information gratuite publiée par l'association « Abolition des armes nucléaires—Maison de Vigilance », née de la fusion en 2016 de la Maison de Vigilance et du collectif Armes nucléaires STOP.

Pour la recevoir, envoyer une demande à : <abolitiondesarmesnucléaires@laposte.net> ou par courrier : 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Soutien financier par chèque ou virement, IBAN : FR76 4255 9100 0008 0138 3656 909

Directrice de publication : Catherine Pavlovsky • ISSN 2554-3407 • Mise en page et impression par nos soins • Dépôt légal à parution • novembre 2022